



LA FEUILLE INFO

Le journal de la CGT Finances Publiques de Saône et Loire

Septembre 2014 n°61

22 septembre 2014
Visite du Directeur Général

La CGT Finances Publiques 71 fait valoir les revendications des agents de Saône et Loire auprès de Bruno Parent

Les temps changent...

Il y a une dizaine d'années, les organisations syndicales de Saône et Loire avaient organisé, avec les agents de la Cité administrative de Mâcon, un « comité d'accueil » au Directeur des Services Fiscaux de l'époque, Bruno Parent, accompagné du directeur du Trésor.

Aujourd'hui, point de comité d'accueil afin de rendre visible le mécontentement, pourtant réel.

Sur la forme, les organisations syndicales ont été prévenues le vendredi 19 septembre 2014 pour une entrevue programmée le lundi 22 septembre en fin de matinée... à la DDFIP.

Afin de *préparer* cette rencontre, il nous a semblé évident d'ancrer notre intervention *dans* le territoire, laissant à nos représentants nationaux le soin de débattre des grands thèmes nationaux et transversaux.

Pour cela, nous disposions d'un *outil* : le **document de synthèse des visites de sites** que nous avons rédigé après nos rencontres avec les agents sur le terrain, lors de ces deux dernières années.

Ainsi, **nous avons pu interpeller le D.G sur les problèmes soulevés par les agents de Saône et Loire**. Notre rôle *—essentiel—* a donc été de porter la *parole* et les revendications des agents directement auprès du plus haut représentant de notre administration.

Nous n'attendions pas énormément de la rencontre mais au moins les choses ont été dites ! Notez aussi que, dans ce genre d'exercice, les interventions sont courtes et le temps de réception des organisations syndicales est compté.

La CGT Finances Publiques 71 a donc mis en avant les points suivants auprès du directeur général :

1- Le manque d'effectifs est préoccupant et source de dégradations des conditions de vie au travail. **Les délais et calendriers des travaux créent, de ce fait, des difficultés d'organisations** qui ont des répercussions sur la vie des agents.

Les suppressions d'emplois étant durement ressenties dans les centres des finances publiques, il est indéniable qu'elles le sont plus douloureusement dans les petites structures qui, de fait, s'inquiètent pour leur avenir ou, plus préoccupant, en viennent, par dépit, à accepter les solutions proposées par la DGFIP (*comme les suppressions ou fusions de postes*).

A cette occasion, nous avons rappelé la ligne de la CGT : maintien d'un service public de proximité et créations d'emplois selon les besoins des services.

2- Les problèmes de l'accueil et de la réception des usagers sont réels et nombreux ; ainsi le point d'entrée unique tant vanté par notre administration est une source certaine de difficultés. Le guichet fiscal unique est un fiasco. L'augmentation des plans de règlement et des délais de paiements vient encore alourdir les charges de travail en matière d'accueil. Ainsi, les situations sociales difficiles paraissent en nette augmentation. Aussi, les usagers se rendent de plus en plus aux guichets.

L'accueil physique ne diminue pas malgré la dématérialisation.

3- La réforme des communautés de communes inquiète les agents sur la pérennité de leur structure tout comme celle des redécoupages des cantons.

Cela a été l'occasion pour nous de demander plus de visibilité sur la future architecture du réseau et sur les moyens mis en œuvre

4- Les personnels déplorent les demandes de statistiques trop nombreuses qui sont réclamées par la direction. Le nombre d'indicateurs est censé avoir baissé, mais dans les faits, ce n'est pas le cas.

5- la question salariale. Le gel du point d'indice passe mal.

En conclusion, nous avons réaffirmé **l'urgence de créer des emplois** dans notre administration et d'exiger, dans un premier temps, le retour au même niveau des effectifs des deux directions avant la fusion et des moyens budgétaires adaptés à cette ambition. Ce qui, au regard des dispositions prises en faveur des entreprises, se révèle possible... L'argent nous savons le *trouver* et le distribuer par milliards ; pourquoi n'y en aurait-il pas pour le service public.

Renforcer l'emploi c'est améliorer la mission d'accueil et rendre possible notre mission de service public sans la dévoyer vers un accueil numérique qui, à notre sens, ne doit pas être une fin mais un complément.

Renforcer l'emploi c'est maintenir un service public présent sur l'ensemble du territoire alors que la demande est croissante (l'accueil physique dans nos centres des finances publiques ne faiblit pas, il augmente même dans les trésoreries).

Enfin, au regard des derniers faits d'actualité, nous avons demandé au DG **qu'il réaffirme l'utilité des missions et la place de la DGFIP au sein du pacte républicain** afin de prévenir toutes velléités à l'encontre des agents.

La réponse du directeur général.

Il reconnaît que **le numérique, la dématérialisation** n'est pas une panacée. « *Ce n'est pas un choix, c'est une nécessité absolue* ». Selon lui, la marche vers le numérique est entamée depuis bien longtemps et il concède que « *cela ne résout pas tout* ». Toutefois, il affirme que la dématérialisation a permis de gagner « *un allègement de tâches* » et contribue à « *améliorer la qualité* ». Il va plus loin en développant que

s'il n'y a pas d'autres avancées en ce sens, « nous serons en difficulté ». Et là, on touche bientôt le nirvana numérique car il lâche que « chaque agent devrait être porteur de la promotion du numérique ». Précisons ici que nous allons entrer dans cette nouvelle ère car l'encadrement va être largement incité à promouvoir cette « nécessité ». Il anticipe même nos réponses en déclarant qu'il sait que nous pensons (!) que la démat' est « source de suppressions d'emplois ». Selon le DG, nous faisons fausse route. Toutefois, et nous n'avons pas eu l'occasion de le glisser lors de la réponse minutée du DG, nous ne pouvons que remarquer que, chaque année, au moment de l'annonce des suppressions d'emplois, la dématérialisation est à l'origine d'un nombre conséquent de « fléchages » qui atteignent leurs cibles... Au titre de télétravaux ou télétravail, de nombreux emplois sont ainsi rendus...

Il enchaîne en déclarant que cette « maison tient par son professionnalisme, sa conscience professionnelle...et par toutes les décisions qui ont été prises jusqu'ici ». Il revient à la charge en s'appuyant sur un exemple qui reprend la démat'... Ainsi, les agents, aujourd'hui, échappent aux tâches répétitives grâce à la démat'. Finis les « ateliers de saisies »...

Sur l'emploi, il a une réponse claire et sans appel. Peut-être même la seule info du jour : « les suppressions d'emplois, on en a eu et on continuera à en avoir »... Puis plus énigmatique, il poursuit « il est temps de se poser des questions. On ne peut continuer comme ça éternellement ». Et enfin, pour celles et ceux qui n'avaient pas suivi : « les suppressions d'emplois et les réductions budgétaires continueront ». Il nous faudra donc « rendre le meilleur service public dans les conditions définies par les ministres »...

Sur le message de l'utilité de la DGFIP et, en réaction des événements de Morlaix, le DG « retient le message et y réfléchira ».

Sur l'accueil, il nous affirme qu'il n'y a pas de tabous. Il faut trouver un « équilibre nouveau » entre la charge de l'accueil et le travail à accomplir. Selon lui, il y a une réflexion à avoir

sur les horaires d'ouvertures... Et là, l'envolée « si le monde change, nous changerons avec lui ». Et encore, en guise de mise en bouche pour l'avenir : « Pour éviter le mur, on prend des décisions...et certaines susciteront même l'opposition » Demandez le programme. D'ailleurs, nous l'avons demandé, à savoir plus de lisibilité sur l'architecture future du réseau et il nous a répété qu'il « ne s'interdit aucune réflexion. Il n'y a pas de tabou ». Pour Bruno Parent, en réponse à notre apostrophe concernant la réforme territoriale, il considère qu'elle « est une opportunité »... Lire notre dossier à venir sur la question.

Et en dessert, cette phrase « quand on sort des gens de l'IR (allusion aux dernières mesures sociales du gouvernement Valls), on crée des conditions de travaux en moins »...

En guise de conclusion, il nous précise qu'il décide selon un « principe de réalité qui veut qu'il faut « faire avec » et ne pas se résigner ». Amen ! Rompez.

Bien évidemment, à chaque fois que nous nous livrons à l'exercice de la rencontre avec le DG (quel qu'il soit d'ailleurs), c'est la même frustration qui en ressort. Car, les rencontres sont souvent très courtes et nous n'avons pas l'opportunité d'engager un réel débat contradictoire. L'impression d'assister à un long monologue demeure.

Nous aimerions affiner nos démonstrations en les illustrant d'exemples précis tirés directement des services, pour montrer par exemple ce qu'est la vraie vie derrière une banque d'accueil ou dans une petite trésorerie...

Il nous apparaît toutefois nécessaire de porter les différents « vécus » des agents chaque fois que l'opportunité se présente.

Les réponses que le DG a bien voulu nous donner n'augurent rien de bon. Il sera nécessaire d'en débattre avec les personnels et d'envisager les réponses à apporter en cas de restructurations ou destructions de nos services.

La CGT Finances Publiques est porteuse d'un certain nombre de propositions pour améliorer les conditions de vie au travail des agents, assurer le maintien d'un réseau territorial de qualité et le recrutement d'agents.